

## Arrêté portant permission de voirie

Le maire de la commune de TOURNEMIRE,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-1 et L2212-2,

Vu la demande en date du 31/01/2023 par laquelle Monsieur ROUSSET Jean-Claude entreprise ESCOTEL sollicite l'autorisation de travaux sur la voie publique pour le tirage de la fibre optique.

### ARRETE :

#### Article 1

L'entreprise ESCOTEL est autorisée à procéder aux travaux Avenue Hippolyte Puech intersection Rue du Couvent nécessaire à la réalisation des travaux de tirage de la fibre optique.

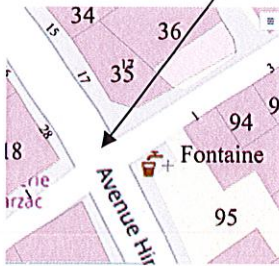
#### Article 2

La voie publique ne pourra être occupée que conformément aux dispositions suivantes travaux de voirie pour la période du 01/ 02/2023 et seulement au droit de la propriété du bénéficiaire de l'autorisation dans le respect des prescriptions techniques ci-après :

Travaux sur la voie

#### Article 3

Les aménagements ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Les éléments du domaine public communal ne devront faire l'objet d'aucune dégradation.



#### Article 4

Les travaux ne pourront débuter qu'à la date du 01/02/2023 et devront être achevés impérativement avant le 02/02/2023. L'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

#### Article 5

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention. En cas de travaux présentant un caractère de dangerosité pour la circulation ou les usagers du domaine public, les opérations de réhabilitation seront opérées sous le contrôle des services techniques.

#### Article 6

La commune conserve le droit d'effectuer dans le cadre de ses missions d'intérêt général, les travaux sur les ouvrages du bénéficiaire, à charge pour elle de procéder à leur remise en état.

#### Article 7

La présente autorisation est précaire et révocable. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence, pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

#### Article 8

La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux dispositions édictées par le Code de l'urbanisme.

#### Article 9

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

#### Article 10

Le Maire de la commune et le commandant de Gendarmerie de St Affrique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise ESCOTEL.

Fait à Tournemire le 31 janvier 2023  
Le Maire, Pascal RIVIER

